



---

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-HUITIÈME LÉGISLATURE

## **Procès-verbal**

de l'Assemblée

Le mardi 18 décembre 2007 — N° 56

**Président de l'Assemblée nationale :**  
**M. Michel Bissonnet**

---

**QUÉBEC**



La séance est ouverte à 10 h 05.

\_\_\_\_\_

Moment de recueillement

**AFFAIRES COURANTES**

**Présentation de projets de loi**

Mme Jérôme-Forget, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants :

n° 71 Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général et d'autres dispositions législatives

La motion est adoptée.

n° 73 Loi sur le courtage immobilier

La motion est adoptée.

\_\_\_\_\_

Mme Jérôme-Forget, ministre des Services gouvernementaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 65 Loi d'application de la Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information

La motion est adoptée.

**18 décembre 2007**

---

M. Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants :

n° 23 Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée

La motion est adoptée.

n° 67 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de santé

La motion est adoptée.

n° 70 Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux, la Loi sur l'assurance maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec

La motion est adoptée.

### **Dépôts de documents**

Mme Jérôme-Forget, ministre des Services gouvernementaux, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, dépose :

Le Plan stratégique 2007-2012 de Services Québec ;  
(Dépôt n° 765-20071218)

Le rapport annuel de gestion de Services Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;  
(Dépôt n° 766-20071218)

Le rapport 2006-2007 sur l'application de la *Loi sur l'administration publique*.  
(Dépôt n° 767-20071218)

18 décembre 2007

---

M. Dupuis, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport sur les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique (SLAPP) ;

(Dépôt n° 768-20071218)

Le Plan stratégique 2007-2010 du ministère de la Justice ;

(Dépôt n° 769-20071218)

Copie d'une lettre, en date du 6 décembre 2007, qu'il a reçue du président du Comité de la rémunération des juges, Me Daniel Johnson, présentant les prévisions budgétaires pour l'année 2007-2008 du Comité.

(Dépôt n° 770-20071218)

\_\_\_\_\_

Mme St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, dépose :

Le rapport annuel de gestion de l'Office québécois de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 (Voir procès-verbal du 15 novembre 2007, document n° 647, 38<sup>e</sup> législature, 1<sup>re</sup> session).

(Dépôt n° 771-20071218)

\_\_\_\_\_

M. le président, dépose :

Le rapport du Directeur général des élections sur la mise en application de l'article 90.5 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, concernant les décisions prises dans le cadre de l'élection partielle tenue dans la ville de Québec le 2 décembre 2007.

(Dépôt n° 772-20071218)

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Taillon (Chauveau), à titre de président, dépose :

**18 décembre 2007**

---

Le rapport de la Commission de l'administration publique qui a procédé aux auditions suivantes : le 18 septembre 2007, la sous-ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et le président-directeur général de Recyc-Québec, concernant les matières résiduelles (chapitre 5, tome II, rapport du Vérificateur général du Québec 2005-2006) ; les 10 et 24 octobre 2007, le sous-ministre des Transports, concernant le rapport annuel de gestion 2005-2006 du ministère ; et le 14 novembre 2007, le président-directeur général du Conseil des arts et des lettres du Québec, concernant le rapport annuel de gestion 2005-2006 du Conseil. Le rapport contient 11 recommandations.

(Dépôt n° 773-20071218)

Le rapport de la Commission de l'administration publique qui, le 31 octobre 2007, a entendu le sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans le cadre de la vérification de ses engagements financiers pour les mois d'avril à décembre 2006. La commission a également tenu des séances de travail les 19 juin, 19 septembre, 18 octobre, 7 et 21 novembre 2007 afin de procéder à la vérification des engagements financiers de tous les ministères.

(Dépôt n° 774-20071218)

---

M. L'Écuyer (Saint-Hyacinthe), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 14 décembre 2007, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé n° 206, Loi concernant la Ville de Saint-Jérôme. Le rapport ne contient pas d'amendement au projet de loi.

(Dépôt n° 775-20071218)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement du territoire qui, le 17 décembre 2007, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé n° 204, Loi concernant la Ville de Lévis. Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 776-20071218)

Le rapport est adopté.

---

**18 décembre 2007**

---

M. Simard (Richelieu), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 21 novembre 2007, a entendu le président de la Commission d'accès à l'information concernant l'étude des rapports annuels 2001-2002 à 2006-2007. Le rapport contient 8 recommandations.

(Dépôt n° 777-20071218)

### **Dépôts de pétitions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Simard (Richelieu) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 26 623 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'application des recommandations du Bureau international du travail à l'égard de la *Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public*.

(Dépôt n° 778-20071218)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Benoit (Montmorency) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 1 705 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le maintien du niveau de vie des retraités.

(Dépôt n° 779-20071218)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

18 décembre 2007

---

### Votes reportés

L'Assemblée tient le vote, qui avait été reporté lors de la séance du 14 décembre 2007, sur la motion de Mme Jérôme-Forget, ministre des Finances, proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 44, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des Finances.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 34 en annexe)

Pour : **69** Contre : **39** Abstention : **0**

En conséquence, le principe du projet de loi n° 44 est adopté.

M. Fournier, leader du gouvernement, propose que le projet de loi n° 44 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission des finances publiques.

La motion est adoptée.

### Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Drainville (Marie-Victorin), M. Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, et M. Caire (La Peltrie) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne le départ à la retraite du président sortant de la Fédération des médecins omnipraticiens, le docteur Renald Dutil, et que l'on souligne également son travail et ses réalisations favorisant l'accès à la médecine de première ligne.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

18 décembre 2007

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Lemay (Sainte-Marie–Saint-Jacques), M. Dupuis, ministre de la Justice, et M. Dorion (Nicolet-Yamaska) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'inclusion de l'orientation sexuelle comme motif de discrimination en vertu de la Charte québécoise des droits et libertés.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M. Benjamin (Berthier) et M. Curzi (Borduas) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne le 20<sup>e</sup> anniversaire de la *Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma*, qui avait lieu le 17 décembre dernier.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 84 et 185 du Règlement, Mme James, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, Mme Morissette (Charlesbourg) et M. Drainville (Marie-Victorin) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne le 30<sup>e</sup> anniversaire du Ralliement des infirmières et infirmiers auxiliaires haïtiens de Montréal, ce regroupement ayant fait preuve, au fil des ans, de dévouement constant à l'égard de ses membres et de la communauté québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

**18 décembre 2007**

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 84 et 185 du Règlement, Mme Morissette (Charlesbourg), Mme James, ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, et M. Lemay (Sainte-Marie–Saint-Jacques) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale des migrants qui se déroule ce 18 décembre.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

Conformément à l'article 146 du Règlement, M. Fournier, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission des institutions procède à une consultation générale sur le rapport d'évaluation de la *Loi portant la réforme du Code de procédure civile* ainsi qu'à l'égard du rapport sur les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique – les poursuites bâillon (SLAPP), et ce à compter du 19 février 2008 ;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 1<sup>er</sup> février 2008 ;

QUE le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Fournier, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission des transports et de l'environnement, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 42, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Règlement sur les points d'inaptitude ;

18 décembre 2007

---

- la Commission des finances publiques, afin d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi n° 44, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des Finances.

\_\_\_\_\_

M. Chagnon, deuxième vice-président, donne l'avis suivant :

- la Commission de l'administration publique se réunira en séance de travail afin d'entériner les recommandations de la commission dans le cadre du mandat de l'Assemblée sur l'application de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*.

\_\_\_\_\_

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des finances publiques qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 52, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite du secteur public.

Après débat, le rapport est adopté.

#### *Adoption*

Mme Jérôme-Forget, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, propose que le projet de loi n° 32, Loi favorisant le maintien et le renouvellement des infrastructures publiques (*titre modifié*), soit adopté.

Un débat s'ensuit.

**18 décembre 2007**

---

À 12 h 58, à la demande de M. Pelletier, leader adjoint du gouvernement, M. Chagnon, deuxième vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

---

La séance reprend à 15 h 12.

---

*Adoption*

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Jérôme-Forget, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, proposant que le projet de loi n° 32, Loi favorisant le maintien et le renouvellement des infrastructures publiques (*titre modifié*), soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 32 est adopté.

---

M. Dupuis, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi n° 46, Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les comptables agréés concernant la comptabilité publique, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le projet de loi n° 46 est adopté.

---

M. Dupuis, ministre de la Justice, propose l'ajournement des travaux au mercredi 19 décembre 2007, à 10 heures.

La motion est adoptée.

---

**18 décembre 2007**

---

En conséquence, à 16 h 01, M. Picard, troisième vice-président, lève la séance et l'Assemblée s'ajourne au mercredi 19 décembre 2007, à 10 heures.

---

**SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le mardi 18 décembre 2007, à 15 h 17, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Chagnon, deuxième vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Whissell, ministre du Travail, le représentant du premier ministre, de Mme Morissette (Charlesbourg) et M. Therrien (Terrebonne), les représentants de l'opposition officielle, de M. Dufour (René-Lévesque), le représentant du deuxième groupe d'opposition, et de Mme Mignolet, directrice du Secrétariat de l'Assemblée et représentante du secrétaire général, il a plu à l'honorable Pierre Duchesne, lieutenant-gouverneur du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants :

- n° 11 Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales
- n° 45 Loi modifiant la Loi sur le Barreau et le Code des professions (*titre modifié*)
- n° 58 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail relativement aux absences et aux congés

*Le Président*

**MICHEL BISSONNET**

18 décembre 2007

---

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de Mme Jérôme-Forget, ministre des Finances, proposant l'adoption du principe du projet de loi n° 44, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des Finances :

(Vote n° 34)

POUR - 69

Arcand	Curzi	Jérôme-Forget	Ouellette
Auclair	Deslières	Kelley	Ouimet
Bachand	Doyer	Lapointe	Pagé
Bédard	Drainville	<i>[Crémazie]</i>	Paquet
Bergeron	Dubourg	L'Écuyer	Pelletier
Bergman	Dufour	<i>[Pontiac]</i>	<i>[Chapleau]</i>
Blais	Dupuis	Legault	Reid
Bouchard	Ferland	Lelièvre	Simard
Charest	Fournier	Lemay	Sklavounos
Charlebois	Gagnon-Tremblay	Lessard	St-Pierre
Cholette	Gaudreault	MacMillan	Thériault
Clermont	Gautrin	Maltais	Tomassi
Cloutier	Gendron	Marcoux	Trottier
Copeman	Girard	Marois	Turp
Côté	Gonthier	Marsan	Vallée
Couillard	Hamad	Ménard	Vallières
Courchesne	Harel	Morasse	Wawanoloath
Cousineau	James	Normandeau	Whissell

CONTRE - 39

Auger	Diamond	Laporte	Riedl
Beaupré	Domingue	Leblanc	Roux
Benjamin	Dorion	L'Écuyer	Roy
Benoit	Dumont	<i>[Saint-Hyacinthe]</i>	<i>[Montmagny-L'Islet]</i>
Bonnardel	Francoeur	Légaré	Roy
Camirand	Gingras	Lévesque	<i>[Lotbinière]</i>
Charbonneau	Gosselin	Merlini	Roy Verville
Damphousse	Grandmont	Méthé	Schneeberger
De Martin	Grondin	Morin	Taillon
Deschamps	Lapointe	Morissette	Therrien
Desrochers	<i>[Groulx]</i>	Proulx	